
**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTATS FINANCIERS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020**

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de la Société de Développement Économique de la Colombie Britannique

Rapport sur les états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société de Développement Économique de la Colombie Britannique (la "Société"), qui comprennent le bilan au 31 mars 2020, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Tel qu'exigé par la Loi des Organismes de la Colombie Britannique, nous déclarons qu'à notre avis, les normes comptables pour la préparation et la présentation de ces états financiers ont été appliquées en suivant les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de façon constante avec celles de l'exercice précédent.

Manning Elliott LLP

Comptables Professionnels Agréés

Vancouver, Colombie Britannique

20 mai 2020

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
BILAN
AU 31 MARS 2020

Page 5

	2020	2019
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	\$ 160,252	\$ 211,130
Dépôt à terme	50,000	100,000
Débiteurs	50,492	39,875
Frais payés d'avance	<u>2,667</u>	<u>3,544</u>
	263,411	354,549
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 3)	<u>10,939</u>	<u>15,433</u>
	<u>\$ 274,350</u>	<u>\$ 369,982</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	\$ 27,515	\$ 63,583
Sommes à remettre à l'État	22,999	24,559
Revenus reportés (Note 5)	<u>45,417</u>	<u>137,527</u>
	95,931	225,669
APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 6)	<u>159</u>	<u>228</u>
	<u>96,090</u>	<u>225,897</u>
ACTIFS NETS		
ACTIFS NETS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	10,780	15,205
ACTIFS NETS NON AFFECTÉS	<u>167,480</u>	<u>128,880</u>
	<u>178,260</u>	<u>144,085</u>
	<u>\$ 274,350</u>	<u>\$ 369,982</u>
ENGAGEMENT CONTRACTUEL (Note 7)		
ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT (Note 11)		

Approuvé par les Administrateurs

 Administrateur

 Administrateur

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Page 6

			2020	2019
	Investis en immobilisations corporelles	Non Affectés	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	\$ 15,205	\$ 128,880	\$ 144,085	\$ 143,116
Excédent des revenus sur les dépenses	-	34,175	34,175	969
Amortissement net des immobilisations corporelles	(4,494)	4,494	-	-
Amortissement des apports affectés aux immobilisations corporelles	<u>69</u>	<u>(69)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$ 10,780</u>	<u>\$ 167,480</u>	<u>\$ 178,260</u>	<u>\$ 144,085</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Page 7

	2020	2019
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien \$	628,074	\$ 625,000
Emploi et développement social Canada	559,026	537,107
Conseil scolaire francophone de Colombie Britannique	112,500	172,050
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	112,338	112,167
Programme des affaires francophones de la Colombie-Britannique	66,450	62,500
Activités et divers	43,276	84,017
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	28,950	9,900
Ressources humaines et développement des compétences Canada - Objectif carrière	27,286	313,114
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	22,870	21,502
Ministère du Patrimoine Canadien	20,000	-
Collège Educacentre	2,188	-
Cotisations	228	227
Amortissement des apports affectés (Note 6)	69	98
	<u>1,623,255</u>	<u>1,937,682</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	930,628	1,108,742
Honoraires	359,864	437,601
Déplacements et rencontres	93,481	87,121
Publicité, promotion et marketing	58,554	133,607
Frais de bureau et divers	55,957	65,995
Loyer	48,216	48,416
Téléphone et internet	21,093	23,997
Entretien et réparation	9,228	7,951
Amortissement	4,494	6,371
Assurance	3,777	3,125
Assemblée générale annuelle	1,852	-
Frais bancaires	1,196	1,097
Publications et impression	740	12,690
	<u>1,589,080</u>	<u>1,936,713</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	\$ 34,175	\$ 969

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

Page 8

	2020	2019
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Entrées de fonds provenant:		
du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 628,074	\$ 670,417
d'Emploi et développement social Canada	559,026	537,107
du Conseil scolaire francophone de Colombie Britannique	128,000	139,550
d' Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	80,527	112,145
d'activités et divers	45,533	94,910
des Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Objectif carrière	27,787	321,149
du Ministère du Patrimoine Canadien	20,000	-
du programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	15,000	114,950
du Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	8,030	36,342
du secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	4,270	31,080
du Collège Educacentre	1,412	-
de cotisations	228	227
Sorties de fonds:		
Salaires et avantages sociaux	(932,188)	(1,103,441)
Fournitures et services	(686,577)	(833,326)
	(100,878)	121,110
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit provenant du rachat du dépôt à terme	50,000	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(5,473)
	50,000	(5,473)
CHANGEMENT NETTE DE LA TRÉSORERIE	(50,878)	115,637
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	211,130	95,493
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$ 160,252</u>	<u>\$ 211,130</u>

OBJECTIF DE L'ORGANISME

La Société de Développement Economique de Colombie Britannique (la "Société") est un organisme sans but lucratif constituée en vertu de la loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique. La Société a pour mandat de promouvoir et de favoriser le développement économique de la communauté francophone de la Colombie Britannique.

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif d'après la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité. Les états financiers préparés conformément aux Normes canadiennes pour les organismes sans but lucratif sont aussi conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Selon l'opinion de la direction, ces états financiers ont été préparés à l'intérieur des limites raisonnables de matérialité suivant les conventions comptables notées ci-dessous:

a) Trésorerie

La trésorerie est composé de l'encaisse.

b) Instruments financiers

i) Quantificateur

Les instruments financiers de la Société se composent de l'encaisse, du dépôt à terme, de débiteurs et de créditeurs. La Société évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à leur juste valeur. La Société évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

ii) Perte de valeur

Les actifs financiers, évalués au coût après amortissement, sont testés pour une perte de valeur potentielle, lorsque certains indicateurs sont présents. Les montants radiés, qui sont ainsi déterminés, sont reconnus dans l'état des résultats. Une perte de valeur, comptabilisée antérieurement, peut être inversée dans la mesure où une amélioration est présente, à condition qu'elle ne dépasse pas le montant de la perte de valeur qui avait été comptabilisée précédemment. Le montant de cette perte de valeur inversée est comptabilisé dans l'état des résultats dans la période au cours de laquelle il est déterminé.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (Suite)

c) Immobilisations corporelles

Les ordinateurs et l'équipement de bureau sont comptabilisés au coût amorti. L'amortissement est calculé annuellement sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode dégressive, comme suit:

Ordinateurs	30%
Équipement de bureau	20%

La Société surveille la recouvrabilité des immobilisations en fonction de leur potentiel de service à long terme. Quand une immobilisation n'a plus de potentiel de service à long terme pour la Société, l'excédent de la valeur comptable nette sur toute valeur résiduelle est comptabilisée en charge dans l'état des résultats. Une telle réduction de valeur, reconnue en vertu de cette politique, n'est pas inversée.

d) Constatation des produits

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les produits. Les apports affectés sont différés et comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée.

La Société tire des revenus de subventions gouvernementales et de revenus autonomes qui sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa collecte est raisonnablement assurée.

Les autres contributions reçues au cours de la période en cours qui sont liées aux programmes et événements de la période subséquente sont reportées et comptabilisées en produits dans la période au cours de laquelle les programmes et événements sont fournis et les dépenses connexes sont engagées.

e) Impôts

La Société est un organisme à but non-lucratif sous la loi sur l'impôt sur le revenu (Canada) et est exemptée d'impôts.

f) Apports reçus sous forme de services et de matériaux

Les apports de services ne sont pas comptabilisés dans les états financiers en raison de la difficulté de déterminer leur juste valeur. Les apports de matériaux ne sont comptabilisés que lorsque leur juste valeur peut être raisonnablement estimé et lorsque le matériel est utilisé dans le cours normal des activités de et aurait été d'habitude acheté.

g) Utilisation d'estimés

La préparation d'états financiers, conformément aux normes canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses sur les événements futurs qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des résultats au début ou à la fin de la période en cours. La direction estime que les estimés utilisés sont raisonnables et prudents, cependant, les résultats réels pourraient différer de ces estimés. Les éléments d'importance qui utilisent des estimés sont la détermination de la durée de vie utile des immobilisations utilisées pour le calcul de l'amortissement, les montants comptabilisés comme charges à payer, les revenus reportés et les apports affectés afférents aux immobilisations corporelles.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (Suite)

h) Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports reportés reliés aux immobilisations corporelles représentent des subventions affectées à l'achat d'équipement et sont constatés aux résultats selon la même méthode et au même rythme que les immobilisations corporelles afférentes.

i) Ventilation des charges

La Société reconnaît les dépenses par leur nature et fournit l'information supplémentaire sur les dépenses dans les annexes des revenus et des dépenses pour le Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest, Emploi et développement social Canada, Economusée, Immigration, Objectif Carrière, Econova, Patrimoine Canadien, Intégration économique des immigrants et autres subventions et revenus. La distribution dans les annexes est basée sur les coûts directement attribuables à chaque fonction et programme.

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société sont décrits à la note 1 (b). La Société est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers et dispose d'une structure compréhensive de gestion des risques afin de surveiller, évaluer et gérer ces risques. L'analyse suivante fournit des informations sur l'exposition au risque et la concentration du risque de la Société. L'exposition au risque n'a pas changé par rapport à l'année précédente.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie contractante à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en ne s'acquittant pas de ses obligations. Les actifs financiers de la Société qui sont exposés au risque de crédit sont la trésorerie, le dépôt à terme et les débiteurs. Le risque associé à la trésorerie et le dépôt à terme est minimisé dans la mesure où ils sont placés auprès d'une institution financière canadienne reconnue. Le risque associé aux comptes débiteurs est minimisé car la plupart des comptes débiteurs proviennent de subventions provenant de divers organismes gouvernementaux.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses obligations liées aux passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créditeurs. La capacité de la Société à respecter ses obligations dépend des fonds reçus du gouvernement. La Société atténue le risque de liquidité en gérant son fonds de roulement et ses flux de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autres risque de prix. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son dépôt à terme et sa ligne de crédit (Note 4). La Société atténue le risque par ses activités normales d'exploitation et de financement.

La direction est d'avis que la Société n'est pas exposée à aucun autre risque de prix important découlant de ses instruments financiers.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>2020 Valeur Comptable nette</u>	<u>2019 Valeur Comptable nette</u>
Ordinateurs	\$ 158,713	\$ 148,862	\$ 9,851	\$ 14,073
Équipement de bureau	<u>38,078</u>	<u>36,990</u>	<u>1,088</u>	<u>1,360</u>
	<u>\$ 196,791</u>	<u>\$ 185,852</u>	<u>\$ 10,939</u>	<u>\$ 15,433</u>

4. POUVOIR D'EMPRUNT

La Société a une ligne de crédit de \$50,000 chez Vancouver City Credit Union ("Vancity"), garantie par une entente relative à la sécurité générale. L'intérêt est chargé au taux préférentiel de Vancity plus 2.25%. Au 31 mars 2020, la Société n'avait pas utilisé sa marge de crédit (2019 - \$Nil).

5. REVENUS REPORTÉS

La Société a reçu, en avance, des fonds pour l'année prochaine comme suit:

	2020	2019
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 45,417	\$ 45,417
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	-	48,950
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	-	23,160
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	<u>-</u>	<u>20,000</u>
	<u>\$ 45,417</u>	<u>\$ 137,527</u>

6. APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports affectés afférents à l'immobilisation représentent des subventions affectées à l'acquisition d'ordinateurs. La variation dans le solde des apports affectés se résume comme suit.

	2020	2019
Solde au début de l'exercice	\$ 228	\$ 326
Amortissement des apports affectés	<u>(69)</u>	<u>(98)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>\$ 159</u>	<u>\$ 228</u>

7. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La Société s'est engagée à louer de l'équipement de bureau à long terme. Les engagements contractuels pour les cinq prochaines années sont prévus comme suit:

Année d'échéance

2021	\$ 4,130
2022	2,088
2023	2,088
2024	2,088
2025	<u>1,914</u>
	<u>\$ 12,308</u>

8. SALAIRES ET AVANTAGE SOCIAUX

Quatre employés (2019 - trois employés) ont gagné plus de \$75,000 au cours de l'année fiscale se terminant le 31 mars 2020 pour un total de \$403,859 (2019 - 331,351).

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est l'un des associés de la Maison de la Francophonie, une société en commandite qui est propriétaire d'un édifice où la Société loue ses bureaux. Le loyer payé à la Maison a été de \$38,900 (2019 - \$38,900).

L'opération entre apparenté telle que décrite ci-dessus a été comptabilisée au coût actuel tel qu'établi par la Société et le parti apparenté.

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

La Société dépend économiquement du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et d'Emploi et développement social Canada pour ses fonds opérationnels. Le Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Emploi et développement social Canada représentent respectivement 39% (2019 - 31%) et 34% (2019 - 26%) des revenus.

Les subventions reçues du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et d'Emploi et développement social Canada ne peuvent être dépensées que sur des programmes approuvés par eux.

11. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Après la fin de l'année, il y a eu une écosion mondiale du COVID-19, qui a eu un impact significatif sur les entités en raison des restrictions mises en place par les gouvernements canadien et américain concernant les voyages, les opérations commerciales et les ordonnances de quarantaine. La Société s'attend à un impact minimal sur ses activités futures du au COVID-19.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains des chiffres comparatifs de l'année précédente ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée au 31 mars 2020. Le reclassement n'a eu aucun effet sur les actifs, les passifs ou les excédents des revenus sur les dépenses de l'exercice de l'année précédente.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE A
Page 15

	2020	2019
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 545,000	\$ 545,000
Amortissement des apports affectés	<u>69</u>	<u>98</u>
	<u>545,069</u>	<u>545,098</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	383,410	347,212
Honoraires	57,709	48,916
Déplacements et rencontres	37,871	41,272
Loyer	27,502	27,347
Frais de bureau et divers	13,482	14,288
Publicité, promotion et marketing	10,319	47,302
Téléphone et internet	8,171	10,533
Entretien et réparation	4,733	4,361
Assurance	1,875	1,240
Assemblée générale annuelle	1,206	-
Frais bancaires	650	445
Publications et impression	<u>183</u>	<u>1,045</u>
	<u>547,111</u>	<u>543,961</u>
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ (2,042)</u>	<u>\$ 1,137</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE B
Page 16

	2020	2019
REVENUS		
Emploi et développement social Canada	<u>\$ 559,026</u>	<u>\$ 537,107</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	377,453	359,840
Honoraires	82,656	102,248
Déplacements et rencontres	27,594	12,995
Publicité, promotion et marketing	20,369	10,356
Loyer	18,820	18,257
Frais de bureau et divers	14,533	9,932
Téléphone et internet	10,793	6,277
Entretien et réparation	4,450	3,295
Assurance	1,574	1,240
Publications et impression	557	8,860
Frais bancaires	465	410
Assemblée générale annuelle	<u>138</u>	<u>-</u>
	<u>559,402</u>	<u>533,710</u>
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ (376)</u>	<u>\$ 3,397</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
ÉCONOMUSÉE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE C
Page 17

	2020	2019
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 83,074	\$ -
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	28,950	-
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	28,950	-
Activités et divers	<u>14,500</u>	<u>43,685</u>
	<u>155,474</u>	<u>43,685</u>
DÉPENSES		
Honoraires	56,460	22,281
Salaires et avantages sociaux	27,652	-
Publicité, promotion et marketing	26,062	13,056
Frais de bureau et divers	10,875	2,839
Déplacements et rencontres	6,871	1,521
Téléphone et internet	512	3,305
Publications et impression	<u>-</u>	<u>2,687</u>
	<u>128,432</u>	<u>45,689</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>\$ 27,042</u>	<u>\$ (2,004)</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXE DES REVENUS ET DES DÉPENSES
IMMIGRATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE D
Page 18

	2020	2019
REVENUS		
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	\$ 112,338	\$ 112,167
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	-	900
Activités et divers	<u>-</u>	<u>600</u>
	<u>112,338</u>	<u>113,667</u>
 DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	77,503	82,125
Déplacements et rencontres	16,311	6,513
Honoraires	9,964	15,155
Frais de bureau et divers	1,785	2,809
Publicité, promotion et marketing	1,336	2,592
Loyer	1,260	1,260
Téléphone et internet	1,079	2,249
Assurance	328	322
Frais bancaires	81	81
Entretien et réparation	45	45
Publications et impression	<u>-</u>	<u>98</u>
	<u>109,692</u>	<u>113,249</u>
 EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	 \$ 2,646	 \$ 418

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
OBJECTIF CARRIERE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE E
Page 19

	2020	2019
REVENUS		
Ressources humaines et développement des compétences Canada - Objectif carrière	<u>\$ 27,286</u>	<u>\$ 313,114</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	26,934	284,558
Honoraires	800	10,139
Téléphone et internet	77	1,633
Publicité, promotion et marketing	-	9,344
Déplacements et rencontres	-	2,868
Loyer	-	1,552
Frais de bureau et divers	-	1,006
Assurance	-	323
Entretien et réparation	-	250
Frais bancaires	<u>-</u>	<u>161</u>
	<u>27,811</u>	<u>311,834</u>
 (INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	 <u>\$ (525)</u>	 <u>\$ 1,280</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXE DES REVENUS ET DES DÉPENSES
ECONOVA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE F
Page 20

	2020	2019
REVENUS		
Conseil scolaire de la Colombie-Britannique	\$ 112,500	\$ 172,050
Activités et divers	<u>17,500</u>	<u>12,139</u>
	<u>130,000</u>	<u>184,189</u>
DÉPENSES		
Honoraires	120,674	168,935
Frais de bureau et divers	-	34,603
Déplacements et rencontres	<u>-</u>	<u>10,164</u>
	<u>120,674</u>	<u>213,702</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>\$ 9,326</u>	<u>\$ (29,513)</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
PATRIMOINE CANADIEN
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE G
Page 21

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
REVENUS		
Ministère du Patrimoine Canadien	\$ <u>20,000</u>	\$ <u>-</u>
DÉPENSES		
Frais de bureau et divers	13,011	-
Honoraires	<u>6,498</u>	<u>-</u>
	<u>19,509</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT DES REVENUS		
SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 491</u>	<u>\$ -</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXE DES REVENUS ET DES DÉPENSES
INTEGRATION ECONOMIQUE DES IMMIGRANTS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE H
Page 22

	2020	2019
REVENUS		
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique \$	37,500	62,500
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	2,870	3,000
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	-	9,000
Activités et divers	-	2,500
	<u>40,370</u>	<u>77,000</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	34,890	10,291
Honoraires	13,103	32,528
Frais de bureau et divers	2,271	518
Déplacements et rencontres	919	6,350
Loyer	634	-
Téléphone et internet	386	-
Publicité, promotion et marketing	358	15,017
	<u>52,561</u>	<u>64,704</u>
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES REVENUS SUR SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ (12,191)</u>	<u>\$ 12,296</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
AUTRES SUBVENTIONS ET REVENUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2020

ANNEXE I
Page 23

	2020	2019
REVENUS		
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	\$ 20,000	\$ 16,320
Activités et divers	11,276	11,478
Collège Educacentre	2,188	-
Cotisations	<u>228</u>	<u>227</u>
	<u>33,692</u>	<u>28,025</u>
 DÉPENSES		
Honoraires	12,000	3,000
Amortissement	4,494	6,371
Déplacements et rencontres	3,915	5,276
Salaires et avantages sociaux	2,786	-
Assemblée générale annuelle	508	-
Publicité, promotion et marketing	110	-
Téléphone et internet	<u>75</u>	<u>-</u>
	<u>23,888</u>	<u>14,647</u>
 EXCÉDENT DES REVENUS		
SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 9,804</u>	<u>\$ 13,378</u>